

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui, Vol 18 No. 2 Février 2016



Une année remplie d'événements commence pour l'Afrique Australe

UNE ANNÉE remplie d'événements commence pour l'Afrique Australe lorsque la Région intensifie la mise en œuvre des jalons clés sur l'industrialisation, le commerce et le développement des infrastructures, ainsi que la migration vers la radiodiffusion numérique.

Sur le plan économique, les Etats membres de la SADC doivent commencer le processus de ratification de l'Accord sur la Zone de Libre Echange Tripartite (ZLET) qui a été signé en juin 2015 pour créer un marché élargi allant du Cap jusqu'au Caire.

Jusqu'à présent, 16 pays ont signé la ZLE Tripartite qui couvre 27 pays dans trois communautés régionales – le Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), et la SADC.

La moitié de ces 16 pays font partie de la SADC. Ces derniers sont l'Angola, la République Démocratique du Congo, le Malawi, la Namibie, Seychelles, le Swaziland, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe.

Les pays restants qui appartiennent à la SADC, à savoir, le Botswana, le Lesotho, Madagascar, Maurice, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Zambie devraient signer l'accord en juin 2016.

Après la signature, les Gouvernements vont initier un processus de ratification à travers leurs procédures nationales. L'accord va entrer en vigueur après l'approbation par deux tiers des membres du Tripartite COMESA-EAC-SADC, ainsi avançant la loi régionale d'une intention déclarée à une application réelle.

La création d'un marché élargi avec une population totale de 600 millions d'habitants et un Produit Intérieur Brut (PIB) d'environ 1 trillion de Dollars Américains devrait renforcer le commerce intra-régional en Afrique et approfondir l'intégration à travers un meilleur développement des infrastructures, les flux d'investissement et une compétition accrue.

En plus de la ZLET, l'année verra l'intensification des négociations pour l'établissement de la ZLE Continentale proposée (ZLEC) qui vise la promotion de la libre circulation des marchandises, des services et des personnes dans l'ensemble du continent.

Les négociations pour la ZLEC ont commencé en juin 2015 et le marché continental élargi doit évoluer à partir des ZLE existantes dans les blocs économiques sous-régionaux, créant par la suite un bloc continental avec plus d'un milliard d'habitants et un PIB total de plus de 3,4 trillions de dollars américains.



POLITIQUE	3
CHANGEMENT CLIMATIQUE	4-5
ELECTIONS	6
COMMERCE	7
UNION AFRICAINE	8-11
PAIX & SECURITE	12-13
INFORMATIONS COMMERCIALES	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

suite page 2...

Une année remplie d'événements commence pour l'Afrique Australe

La ratification et la mise en œuvre de la ZLET sont donc critique pour la réussite de la ZLEC, envisagée en 2017.

Les deux ZLE sont lourdement basées sur le programme d'industrialisation.

Ainsi, l'année, 2016 verra la SADC mettre en œuvre deux programmes régionaux historiques qui ont été approuvés l'année dernière – la Stratégie et la Feuille de Route d'Industrialisation de la SADC 2015 – 2063 et le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) 2015-2020.

Un plan chiffré détaillé pour la stratégie et l'alignement de toute autre activité, deux documents stratégiques, qui devraient être finalisés cette année.

La stratégie et la feuille de route d'industrialisation vise à s'assurer que les Etats membres exploitent le plein potentiel de leurs vastes et diverses ressources naturelles, puisque la plupart des Etats membres obtiennent très peu en retour pour leurs ressources puisque ces dernières sont d'habitude exportées en état brut, avec une grosse partie de la valeur ajoutée et de la valorisation ayant lieu en dehors de la Région, ainsi au profit des autres pays.

Le RISDP est un modèle pour l'intégration et le développement régionaux, et le document révisé réaligne le programme de développement de la Région aux nouvelles réalités et aux dynamiques mondiales émergentes, et prend en considération les questions ayant trait à l'industrialisation.

S'agissant du commerce international, la SADC va chercher des possibilités de tirer profit du nouveau fond de 60 milliards de dollars américains promis par la Chine pour soutenir le développement sur le continent africain.

La Chine s'est engagé lors du Sommet de Johannesburg du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) tenu en décembre 2015. Le soutien couvre un éventail de secteurs y compris l'agriculture, l'énergie et les technologies de l'information.

La Chine élargit rapidement son portefeuille du soutien bilatéral aux pays individuels, aux communautés économiques régionales, y compris la SADC.

L'année devrait également voir un groupe des Etats membres de la SADC commencer la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union européenne (UE) qui a été signé en juillet 2014.

L'accord fait l'objet d'un examen juridique, avant la signature, la ratification et la mise en œuvre ultérieure prévue en 2016.

Le groupe des pays de la SADC qui ont signé l'accord comprend le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Swaziland. Dans l'avenir, l'Angola peut se joindre à ce groupe de la SADC.

Les autres pays de la SADC sur le continent sont en train de négocier un APE avec l'UE dans le cadre de l'Afrique Orientale et Australe, alors que les nations insulaires négocient dans le groupe du Pacifique.

Les APE sont des accords commerciaux et de développement que l'UE négocie pour ouvrir ses marchés. L'UE négocie ces accords avec la région des Caraïbes; l'Afrique centrale; l'Afrique Orientale et Australe; le Pacifique, l'Afrique Australe (le Groupe SADC) et l'Afrique de l'Ouest.

Concernant le développement énergétique, le Centre Régional pour l'Energie Renouvelable et l'Efficacité Energétique de la SADC (SACREEE) récemment approuvé devrait commencer ses opérations, qui sont censées changer la "situation du développement énergétique au sein de la SADC," en permettant à la Région de pleinement exploiter son vaste potentiel en matière d'énergie renouvelable.

SACREEE, qui devrait être abrité en Namibie, doit, entre autres, promouvoir le développement de l'énergie renouvelable au sein de la Région.

La mise en service de la nouvelle énergie sera accélérée pour permettre à la Région de pleinement se remettre de la crise énergétique. Rien que pour cette année, la SADC compte ajouter au total 3 680 mégawatts (MW) de la nouvelle électricité au réseau régional. En 2019, la Région vise avoir mis en service 23 580 MW.

L'Agriculture et la sécurité alimentaire demeurent une priorité pour la SADC en 2016 suite aux pluies insuffisantes et aux

conditions de sécheresse. Les pays de la Région ont déjà commencé l'importation des denrées alimentaires.

Concernant la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, la SADC va organiser la 17ème Conférence des Parties de la Convention sur le Commerce International des Espèces Menacées d'extinction en octobre à Johannesburg (Afrique du Sud).

L'une des questions thématiques que les pays de la SADC voudraient aborder est la nécessité de lever l'interdiction internationale sur le commerce de l'ivoire. La communauté internationale a imposé une interdiction sur le commerce de l'ivoire il y a quelques années afin de protéger les éléphants et les rhinocéros, qui étaient menacés d'extinction.

Toutefois, l'interdiction a sérieusement diminué les recettes pour la conservation des animaux, et certains pays ont accumulé beaucoup de pointes d'ivoire que ces derniers ne peuvent pas s'en débarrasser, alors que l'interdiction a entraîné l'augmentation du braconnage puisque le communautés ne tirent plus profit du revenu provenant du commerce de l'ivoire.

L'égalité entre les hommes et les femmes occupe sa place légitime cette année puisque la Région et le continent africain font le bilan des progrès réalisés vers l'égalité et l'équité entre les sexes.

L'Union Africaine (UA) a choisi un thème pour 2016 qui est "L'Année Africaine pour les Droits de l'Homme avec un Accent Particulier sur les Droits des Femmes".

En général, la SADC a réalisé une meilleure performance en matière de promotion du développement du genre avec un nombre accru des femmes qui occupent des positions de prise de décision.

Concernant les technologies de l'information, la SADC s'est engagée pour réaliser la migration de radiodiffusion analogue vers la radiodiffusion numérique en 2016.

Cela a suivi après l'échec par certains pays de respecter le délai mondial établi par l'Union Internationale des Télécommunications qui date du 17 juin 2015.

Deux Etats membres de la SADC ont été les premiers pays africains à migrer vers la Télévision Numérique Terrestre. Maurice a été le premier pays africain à pleinement numériser la radiodiffusion télévisuelle pour toutes les régions et îles en 2007, suivi par la Tanzanie en 2012.

Les autres qui ont passé de la radiodiffusion analogue vers la radiodiffusion numérique sont la Namibie, le Malawi et l'Afrique du Sud.

La radiodiffusion numérique implique l'utilisation des signaux numériques plutôt que des formes d'ondes analogues pour transmettre les chaînes de télévision sur les bandes de fréquence radio assignées.

A cause de l'utilisation de la compression des données, les liens numériques ont en général, plus d'usage efficace de bande passante que l'analogue, ce qui rend possible plus de services et des chaînes que dans le passé, et améliore la qualité des images.

Un autre jalon important pour la Région sera la tenue des élections dans au moins deux pays de la SADC, en RDC et en Zambie. (voir page 4 sur les élections en RDC et en Zambie).

Cette année verra le Swaziland accueillir le 36ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement en août. Lors du Sommet le Roi Mswati III va assumer la présidence de la SADC en succédant au Président Seretse Khama Ian Khama du Botswana. sardc.net □



La SADC développe des lignes directrices pour les produits agrochimiques et les engrais

AGRICULTURE EST l'épine dorsale de la plupart des économies en Afrique australe. Selon le Secrétariat de la SADC, l'agriculture contribue entre 4 et 27 pourcent du Produit Intérieur Brut (PIB) régional, et environ 20 pourcent du total des recettes d'exportation.

En plus de cela, plus de 70 pourcent de 227 millions d'habitants dépendent de l'agriculture pour les moyens d'existence.

Pour s'assurer que le secteur demeure le moteur pour le développement socioéconomique au sein de la Région, l'Afrique australe développe des lignes directrices régionales sur l'utilisation et la élimination des produits agrochimiques et des engrais.

Cela est en conformité avec d'autres instruments de la SADC tels que le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional Révisé (RISDP) 2015-2063, la Déclaration de Dar-es-Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire de 2004 et la Politique Agricole Régionale de la SADC qui vise à lutter contre la pauvreté et la famine dans la Région.

A l'échelle continentale, le Programme détaillé pour le Développement de l'Agriculture africaine et la Déclaration de Maputo préconisent une meilleure utilisation des intrants agricoles, y compris des produits agrochimiques et des engrais.

Le développement des lignes directrices harmonisées est critique parce que les produits agrochimiques et les engrais sont les intrants les plus utilisés dans le secteur agricole, en particulier dans la lutte contre les ravageurs, les maladies et pour d'autres fins.

Cependant, si ces derniers ne sont pas bien gérés, notamment dans leur usage et élimination, ils peuvent entraîner des graves problèmes sur le plan environnemental et de santé publique.

En élaborant les lignes directrices régionales harmonisées sur les produits agrochimiques et les engrais, la SADC va tenir compte de différents cycle de vie des produits agrochimiques et des engrais afin de veiller à ce que chaque étape d'usage, y compris l'enregistrement jusqu'au poste-enregistrement et l'élimination, soit adressé.

L'objectif principal des lignes directrices régionales est de promouvoir l'utilisation et l'élimination efficace des produits agrochimiques et des engrais afin de protéger la santé humaine et l'environnement tout en améliorant la productivité du secteur agricole.

Alors que le développement des lignes directrices régionales harmonisées jouera un rôle primordial dans l'amélioration de la productivité agricole, l'harmonisation contribuera énormément à la promotion de l'intégration régionale.

En dépit des efforts fournis par le biais des conventions internationales pour gérer les produits chimiques, la conformité est très minimale au sein de la Région.

En outre, la plupart des Etats membres de la SADC ont des adhésions variables aux conventions internationales, ce qui rend difficile la gestion collective des problèmes associés aux produits chimiques.

Les lignes directrices régionales vont donc promouvoir la réduction des risques associés à l'usage et à l'élimination des produits agrochimiques et des engrais.

Les lignes directrices vont également améliorer l'usage de tels intrants et par conséquent améliorer la sécurité alimentaire. Par exemple, l'usage inapproprié ou excessif des produits chimiques avec l'élimination incontrôlée a affecté la production.

D'après le calendrier du Secrétariat de la SADC, l'étude pour le développement des lignes directrices devrait commencer au cours du premier trimestre de 2016.

Le consultant devrait, entre autres, fournir des étapes et des procédures techniques détaillées décrivant les procédures appropriées sur l'usage et l'élimination des produits agrochimiques et des engrais.

Les autres tâches incluent:

- Identifier et analyser les lacunes existantes dans la gestion, l'utilisation et l'élimination des produits agrochimiques et des engrais afin de protéger la sécurité alimentaire, la santé humaine et l'intégrité de l'environnement;
- Développer des lignes directrices techniques pour promouvoir l'utilisation et l'élimination harmonisées des engrais et des produits agrochimiques au sein de la Région;
- Identifier les systèmes

régionaux de suivi pour assurer la conformité par les Etats membres; et

- Identifier les besoins en matière de capacités institutionnelles aux niveaux régional et national afin de mettre en œuvre les lignes directrices.

Les lignes directrices doivent refléter les modalités de portée, de mise en œuvre et de gestion et traiter les questions relatives à la protection de l'environnement, de la biodiversité et des vies à travers des procédures de réduction des risques.

Les lignes directrices devraient être en conformité avec d'autres lignes directrices existantes, y compris, mais sans toutefois se limiter aux codes développés par l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture pour faciliter l'opérationnalisation et le développement des synergies, ainsi que d'autres conventions relatives à la gestion des produits agrochimiques. □

La SADC et l'UA promeuvent et mettent en œuvre conjointement l'Agenda 2063

L'AFRIQUE AUSTRALE et L'Union africaine ont convenu de renforcer la coopération dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063, une stratégie continentale qui vise à optimiser l'utilisation des ressources africaines pour le bien de tous les Africains.

La Secrétaire Exécutive de la SADC le Dr. Stergomena Lawrence Tax et le Délégué Régional de l'UA en Afrique Australe, dans SADC et dans COMESA, le Dr. Auguste Ngomo, ont dit tout de suite après leur réunion tenue au début du mois de février que les blocs économiques régionaux jouent un rôle critique dans la mise en œuvre de l'intégration continentale.

A cet égard, il a été convenu que la SADC et l'UA vont:

- Coopérer dans la promotion du programme de développement et d'intégration continental et régional, en mettant un accent particulier sur l'Agenda 2063, tel que intégré dans le programme et les priorités de l'Intégration Régionale de la SADC.
- Etablir des plans et des mécanismes de notification inclusifs où la CER va mettre en œuvre et présenter des rapports sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de manière efficace; et
- Travailler conjointement sur la domestication des instruments Continentaux et Régionaux. □

La SADC prend des mesures de résistance contre le phénomène d'El Niño

L'AFRIQUE AUSTRALE a mis en place une variété de mesures visant à réduire l'impact d'El Niño que subit la Région.

Ces mesures ont été convenues lors de la Réunion Consultative récente de la SADC sur la Préparation et la Riposte à l'Impact d'El Niño 2015/16 sur l'Agriculture et l'Alimentation et la Sécurité Nutritionnelle en Afrique Australe tenue le 25 et le 26 février à Johannesburg (Afrique du Sud).

La réunion a noté qu'El Niño menace l'Agriculture, l'Alimentation et la Sécurité Nutritionnelle en Afrique australe et peut renverser les gains de développement si des mesures urgentes ne sont pas prises.

El Niño est un cycle climatique naturel qui se produit lorsque les eaux chaudes de l'Océan Pacifique tropique coulent vers l'est de concert avec les tendances changeantes de la pression atmosphérique, affectant par la suite le climat mondial.

L'histoire montre que l'effet El Niño entraîne normalement, des sécheresses en Afrique australe et des inondations dans d'autres parties du monde.

Il y a eu une augmentation nette en matière de fréquence et d'intensité des épisodes El Niño au sein de la Région.

Avant les années 80, des forts événements El Niño se produisaient tous les 10 à 20 ans en moyenne. Toutefois, depuis 1980, les phénomènes El Niño sont devenus de plus en plus forts.

Comme réaction rapide à ce défi, les Etats membres ont convenu de prendre des mesures à court, moyen et long terme ensemble et d'une manière coordonnée afin de minimiser les impacts sur les communautés.

Dans le court terme, les Etats membres doivent fournir des données préliminaires sur le nombre des personnes affectées, les déficits céréaliers et des autres aliments pour la planification et la mobilisation des ressources.

Avec le soutien des partenaires de coopération, les Etats membres vont fournir le secours immédiat pour répondre aux besoins alimentaires et non-alimentaires des populations vulnérables et augmenter l'allocation budgétaire pour la prévention, la préparation, l'atténuation et la réponse aux catastrophes.

En particulier, les pays ont convenu d'augmenter la protection sociale ou les programmes de protection en cours et d'assurer l'importation rapide des aliments et des articles non alimentaires au sein de la Région.

Certains programmes de protection incluent la fourniture de l'assurance climat

contre la sécheresse aux petits agriculteurs qui a connu un succès dans les pays comme le Malawi ainsi que la promotion de l'exploitation des cultures qui résistent à la sécheresse tels que le sorgho, le millet et rapoko.

Pour gérer la crise actuelle, les Etats membres et les partenaires ont convenu d'établir un Centre de Coordination d'El Niño au sein du Secrétariat de la SADC.

Si ce dernier est mise en œuvre, le centre va soutenir les efforts par le Centre de Services Climatiques de la SADC pour renforcer le système d'alerte précoce au sein de la Région.

Pour le moyen à long terme, les Etats membres et les partenaires vont promouvoir et augmenter les technologies appropriées pour la résistance au climat ainsi que renforcer les stratégies de réduction des risques aux catastrophes.

En particulier, les pays doivent mettre en œuvre les politiques agricoles régionales qui promeuvent la production, la productivité, la compétitivité et améliorent l'accès aux marchés et promeuvent la participation du secteur privé.

Certaines politiques clés incluent le Programme détaillé pour le Développement de l'Agriculture africaine (PDDAA) qui a été formulée en 2003 par l'Union africaine pour exhorter les pays d'atteindre une voie supérieure d'accroissement économique à travers le développement axé sur l'agriculture.

Dans le contexte de ce programme continental, les Gouvernements africains se sont engagés pour allouer au moins 10 pourcent de leurs budgets nationaux au secteur agricole chaque année.

La réunion consultative de la SADC sur El Niño vient au moment où le Centre de Services Climatiques de la SADC a réalisé une mise à jour sur les perspectives climatiques indiquant une forte probabilité des pluies insuffisantes sur une grande partie de l'Afrique australe pendant la période de février jusqu'en avril 2016.

La mise à jour est en conformité avec les perspectives de la pluviosité produites par les experts en climatologie vers la fin du mois d'août 2015 prévoyant un El Niño fort qui sera dominant dans la grande partie de la saison agricole de 2015/16.

Le Secrétaire exécutif adjoint de la SADC chargé de l'Intégration Régionale, Dr Theminkosi Mhlongo a dit que la plupart des parties de la Région ont subi les conditions les plus sèches pour la première fois après 35 ans, provoquant de sévères pénuries d'eau, des retards d'ensemencement et de très basses

humidités du sol qui ont entraîné le flétrissement et le retard de croissance des cultures, et la mort du bétail dans certains endroits.

Mhlongo a déclaré que les conditions sèches risquent de provoquer de sévères pénuries d'alimentation et la malnutrition dans la Région en ajoutant que la situation sur le terrain est grave puisqu'elle affiche une autre mauvaise saison l'année dernière qui a laissé plusieurs familles dans un état vulnérable.

'Nous constatons déjà qu'il y a des pénuries alimentaires ainsi que la perte de capacités de produire l'électricité et des pénuries d'eau,' a-t-il dit. Il a dit que les prévisions par les Systèmes d'Alerte Rapide et d'Evaluation de la Vulnérabilité de la SADC indiquent que jusqu'à 28 millions de personnes, environ 10 pourcent de la population de la SADC, sont victimes de l'insécurité alimentaire à cause de la mauvaise récolte de l'année dernière.

Les rapports montrent que les pays de l'Afrique australe, avec l'exception de Madagascar, Maurice et Seychelles, ont enregistré un déficit céréalier de 7,90 millions de tonnes au cours de la campagne de commercialisation 2015/16. □

Le phénomène El Niño – une conséquence du changement climatique ou de la variabilité des climats?

LES CONDITIONS météorologiques extrêmes associées à l'effet El Niño ont affecté la situation de la sécurité alimentaire en Afrique australe.

Selon les Systèmes d'Alerte Rapide et d'Evaluation de la Vulnérabilité de la SADC, jusqu'à 5 millions de personnes, environ 10 pourcent de la population de la SADC sont victimes de l'insécurité alimentaire à cause de la mauvaise récolte réalisée au cours de la campagne agricole 2014/15.

L'histoire montre que l'effet EL Niño normalement provoque des sécheresses en Afrique australe et des inondations dans d'autres parties du monde.

Mais, qu'est-ce qui provoque El Niño?

El Niño est un cycle climatique naturel qui se produit lorsque des eaux chaudes de l'Océan Pacifique tropique coulent vers l'est de concert avec les tendances changeantes de la pression atmosphérique, affectant par la suite le climat mondial.

Le changement climatique décrit la modification de l'état du climat (principalement la température, la pluie, la radiation, le vent et la nébulosité) qui persiste pendant de longues périodes, typiquement pendant plusieurs décennies voire plusieurs siècles, et le climat ne revient pas forcément à son état initial.

Par contre, la "variabilité" des climats est un phénomène temporaire qui se produit pendant des durées allant de quelques minutes jusqu'à une décennie voire plus.

La variabilité provient des mécanismes au sein du système climatique et entraîne des caractéristiques qui finissent par se remettre à l'état initial.

Le cycle El Niño subi par l'Afrique australe indique une variabilité plutôt qu'un changement climatique.

Le Rapport sur l'Avenir de l'Environnement de l'Afrique Australe de 2008 montre que plusieurs régions de tropiques et de sous-tropiques mondiales affichent des anomalies climatiques qui sont en corrélation avec El Niño Oscillation Australe (ENSO).

ENSO peut se manifester soit comme El Niño ou La Niña, le dernier est associé avec les températures de la surface de la mer qui sont tièdes ou froides dans le Pacifique tropical.

Pendant les épisodes El Niño, normalement une grande partie de l'Afrique australe est confrontée à la sécheresse alors que les conditions EL Niña entraînent de fortes pluies dans l'ensemble de la Région.

Le rapport de l'avenir de l'environnement du Zambèze 2015, note qu'avant les années 1980, des événements forts d'El Niño se produisaient tous les 10 à 20 ans en moyenne. Cependant, depuis 1980, les sécheresses reliées à EL Niño sont devenues plus sévères.

Certaines de sécheresses les plus récentes dans la Région se sont produites en 1982/83; 1991/92; 1994/95; 1997/98; et entre les saisons des pluies de 2001 et de 2003.

El Niño qui a touché la campagne agricole de 2015/16 est considéré comme plus fort que le cycle de 1997 et le pire jamais enregistré en 50 ans.

La sécheresse a déjà affecté la Région entraînant de mauvaises récoltes, la perte du bétail et la réduction des niveaux d'eau dans les barrages.

Par exemple, la baisse constante des niveaux d'eau dans le barrage de Kariba situé entre la Zambie et le Zimbabwe constitue maintenant une préoccupation majeure puisque cela affecte la pêche et la production de l'électricité.

L'Autorité du Fleuve Zambèze a notifié que les niveaux d'eau dans le barrage de Kariba ont diminué jusqu'à 12 pourcent de capacité au 1er février par rapport à 53 pourcent enregistré la même date l'année précédente.

En octobre 2015, la République-unie de Tanzanie a été contrainte d'arrêter toutes ses centrales hydroélectriques à cause de faibles niveaux d'eau dans les barrages nationaux. A cause de faibles niveaux d'eau, la production de l'énergie hydroélectrique est tombée à 20 pourcent de capacités, rendant difficile le fonctionnement des barrages.

La mise à jour des perspectives sur la sécurité alimentaire produite par le Réseau du Système d'Alerte Rapide sur la Famine montre que l'Afrique australe risque d'être confrontée aux réductions considérables de la production agricole en 2016 à cause des pluies inadéquates.

Les pays les plus touchés incluent le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe; les pays dans lesquelles la saison des pluies a commencé en retard.

Puisque cette situation n'est pas nouvelle en Afrique australe, les communautés ont, dans le passé, mise en œuvre un certain nombre des stratégies de résistance au climat pour atténuer les effets de la sécheresse.

Par exemple, l'assurance contre les aléas du climat pour lutter contre la sécheresse destinée aux petits agriculteurs a connu un succès au Malawi.

L'assurance mesure la quantité des pluies enregistrées dans les stations météorologiques locales et en cas de sécheresse grave, la compagnie d'assurance considère que tous les agriculteurs dans un rayon de 20 à 30 km ont été affectés de la même façon.

Le programme ressemble aux filets de sécurité qui sont utilisés traditionnellement au Zimbabwe pour protéger les communautés pendant les périodes de sécheresse qui s'appelle "zunde ramambo" (grenier du chef).

Ceci est un concept qui accroît les réserves de céréales qui peuvent donc être utilisées pour aider ceux qui en ont besoin pendant la sécheresse.

Pendant la sécheresse, les cultures résistantes à la sécheresse telles que le manioc, le sorgho et le millet ont aidé les communautés à obtenir de bonnes récoltes pendant les périodes de sécheresse. □



La Zambie annonce la date pour des élections générales

LA ZAMBIE va se rendre aux urnes en août pour choisir de nouveaux leaders pour gouverner le pays pour les cinq prochaines années.

Cela suit la signature d'une nouvelle constitution en janvier par le Président Edgar Lungu, qui déclare que les élections du pays seront tenues tous les cinq ans le deuxième jeudi du mois d'août.

Le deuxième jeudi d'août 2016 c'est le 11 août.

Auparavant, le Président avait la prérogative de déterminer la date d'une élection.

D'autres amendements majeurs à la Constitution incluent l'exigence que le candidat gagnant doit obtenir au moins 50 pourcent plus un des votes contrairement à ce qui se passait dans le passé où le Président était élu en utilisant un système de majorité dans lequel le candidat qui obtient le nombre le plus élevé des votes était élu, même si ce dernier avait un score inférieur à 50 pourcent des votes valides.

Les changements constitutionnels exigent également que les candidats présidentiels aient des colistiers pour la vice-présidence. Dans le passé, un vice-président était nommé par le Président.

Les élections pour les vice-présidents les permettront de devenir Président au cas où le Président actuel est frappé d'incapacité pour diriger le pays. Cela permettrait au vice-président de prendre le pouvoir pour la période restante du mandat de Président actuel.

Un tel développement évite la nécessité de tenir des élections anticipées comme cela a été le cas l'année dernière après le décès du Président Michael Sata en octobre 2014.

Les élections anticipées ont été tenues en octobre 2008 après le décès du Président Levy Mwanawasa en juin 2008.



Dans son allocution lors de la cérémonie de signature tenue à Heroes Stadium à Lusaka, à laquelle y ont participé de milliers des Zambiens, y compris le père fondateur et le premier Président de la Zambie, le Président Kenneth Kaunda, et l'ancien Président Rupiah Banda ainsi que le chef de l'opposition Nevers Mumba, le Président Lungu a dit que l'adoption de la nouvelle Constitution est une occasion capitale dans l'histoire du pays.

"Le voyage a été long et dur, mais la quête de notre peuple d'avoir une constitution qui reflète l'ensemble de leurs aspirations et espoirs pour le pays n'a jamais vacillé," a-t-il dit.

"Aujourd'hui, en tant que peuple, nous avons une opportunité de marquer l'histoire au moment où je signe la nouvelle Constitution. On a mis plusieurs années pour réaliser ces progrès, avec des processus qui ont échoué ou bloqué dans le passé qui nous troublent. Les Zambiens, voici notre Constitution et ceci marque le début d'une nouvelle ère."

Lungu a été nommé par le Front Patriotique au pouvoir pour se présenter aux élections, et sera concurrencer par d'autres candidats, y compris Hakainde Hichilema du principal parti d'opposition le Parti-uni pour le Développement National (United Party for National Development) Lungu a été élu Président l'année

dernière suite au décès du Président Sata, devenant le sixième président depuis la date de l'indépendance du pays obtenu de la Grande Bretagne le 24 octobre 1964.

Il a exprimé sa confiance que les Zambiens lui accorderont leur soutien pour le permettre de gagner assez de votes pour rester Président, et il a exhorté la nation de maintenir la paix avant, pendant et après la campagne électorale.

"Au fur et à mesure que nous nous rapprochons de la date pour la tenue des élections du 11

août, je supplie tous les citoyens, et en particulier les joueurs politiques, d'utiliser des moyens civils d'interaction les uns avec les autres," a-t-il dit, et il a ajouté que, "il y aura des divergences et quelques pépins, mais il ne faut pas que les ennemis d'une société libre en profitent."

Lors de dernières élections, qui ont été jugées conformes aux normes régionales et internationales par les missions d'observation internationales et régionales, y compris la Mission d'Observation Electorale de la SADC, le Président Lungu avait gagné avec 48,3 pourcent de votes contre 46,7 pourcent de votes pour Hichilema.

Au total 5, 166, 088 personnes s'étaient enregistrées pour les élections, selon la Commission Electorale de la Zambie. □

La RDC se prépare pour les élections

LA RÉPUBLIQUE Démocratique du Congo doit tenir les élections présidentielles et législatives cette année même si la date n'a pas encore été annoncée.

Il y a des discussions au parlement visant à amender la Constitution afin d'autoriser trois mandats présidentiels, bien que ce changement constitutionnel soit résisté par les membres de l'opposition et le débat risque de retarder la tenue des élections cette année.

Il n'est pas encore clair si le Président Joseph Kabila va se présenter pour être réélu puisqu'il est à sa deuxième et dernier mandat selon la Constitution actuelle, après

avoir pris le pouvoir en 2001 suite à l'assassinat de son père, Laurent Kabila.

Le Président Joseph Kabila a dirigé le gouvernement de transition qui, en 2006, a organisé les premières élections démocratiques pour la première fois après plus de 40 ans. Il a gagné les élections de 2006 et a été réélu en 2011.

Avec le soutien des Etats membres de la SADC, les forces gouvernementales de la RDC ont pu endiguer les rebelles qui s'étaient emparés de la partie Est du pays en 2012. □



Le Pont de Kazungula doit stimuler le commerce régional

LA CONSTRUCTION du pont multinational de Kazungula doit faciliter la circulation fluide des personnes, des services et des marchandises dans l'ensemble de la Région, stimuler le commerce intra-régional.

Le pont qui relie deux pays de la SADC – le Botswana et la Zambie – à travers le fleuve Zambèze à Kazungula est l'un des jalons vers la réalisation de l'intégration régionale au sein de la SADC.

D'après le Botswana et la Zambie, les pays qui mettent en œuvre et financent conjointement le projet d'une valeur qui s'élève à 259,3 millions de dollars américains à travers un accord de financement 50/50, la construction du pont doit s'achever en décembre 2018.

Le soutien financier a été reçu de la Banque Africaine de Développement et de l'Agence japonaise de Coopération Internationale.

Le projet inclut la construction du pont reliant le Botswana et la Zambie qui traverse le fleuve Zambèze pour remplacer le ferry non fiable, ainsi que la construction d'un post frontalier à guichet unique entre les deux pays à Kazungula.

Actuellement, les transporteurs utilisent des ferry (traversiers) pour transporter des marchandises et des voitures de l'autre côté de la rivière à la frontière de Kazungula entre le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe.

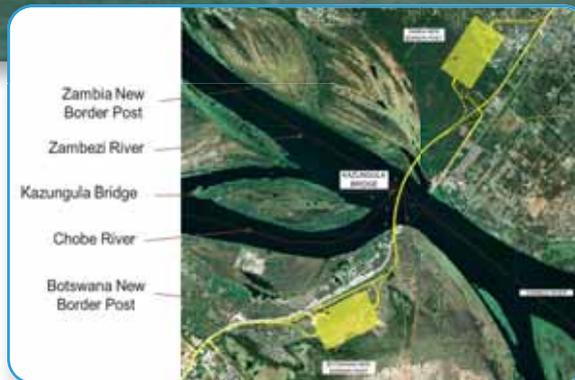
Bien que la construction devrait s'achever dans le délai donné, le projet fait face à de nombreux défis, l'un desquels est l'injonction par Chiliwe Mining Company d'empêcher les entrepreneurs de creuser une carrière sur son territoire. Ce retard peut ralentir

le rythme de construction du pont.

Une fois accompli, le pont devrait améliorer l'efficacité du trafic de transit à travers la frontière de Kazungula afin de faciliter

l'accroissement des activités commerciales et la compétitivité globale de la Zambie et du Botswana, améliorer la connectivité régionale et contribuer à l'intégration des économies des pays de la SADC.

Le pont de Kazungula doit également faciliter le commerce



en améliorant la circulation du trafic, et l'inclusion de la composante ferroviaire devrait permettre plus d'efficacité et de rentabilité en matière de transport des cargaisons et des personnes. La composante ferroviaire va raccourcir la distance entre

l'Afrique du Sud et le centre de la région de la SADC.

Pour faciliter la mise en œuvre, le projet a été divisé en trois étapes avec la première étant la construction du pont, du chemin de fer et des rampes d'accès.

La deuxième étape sera la construction d'un Poste Frontalier à Guichet Unique du côté botswanais, et la dernière étape sera la construction d'un autre Poste Frontalier à Guichet Unique du côté zambien. □

La SACU doit réviser son arrangement de partage des recettes

LA REVUE de l'arrangement de partage des recettes entre les Etats membres de l'Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU) devrait être accomplie cette année.

Cela fait plusieurs années que la revue est en cours puisque le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland (BNLS) se sont plaints que la formule de partage des recettes ne les récompense pas pleinement pour les effets d'augmentation des prix, et qu'il y a un manque de consultation par l'Afrique du Sud avec ses partenaires de la SACU.

Il y a eu des allégations des obstacles non-tarifaires bloquant l'accès par d'autres Etats membres au marché sud africain.

L'Afrique du Sud s'est plaint, à son tour, que l'allocation pondérée des droits d'accises et de douane aux pays BNLS est devenue un fardeau sur son Fiscus et que la SACU est devenue inabordable.

Donc, la SACU a jugé nécessaire que l'arrangement de

partage des recettes soit fondé sur des principes solides et sur une analyse technique pour le rendre durable et intéressant pour tous.

L'union douanière prélève des impôts sur la production locale ainsi que les droits de douanes sur les importations provenant de l'extérieur de la SACU. Les taxes collectées sont versées dans un Fonds Commun de Revenus (CRP). Les recettes provenant du Fonds commun sont allouées aux Etats membres en versements trimestriels en utilisant la formule de partage des recettes.

Selon l'Accord de la SACU de 2002, la formule de partage des recettes utilise trois composantes pour calculer les parts des différents Etats membres. Ces dernières sont la douane, les accises et le développement.

En utilisant la composante douane, le revenu est alloué sur base de la part du pays en matière des importations intra-SACU alors que les accises allouent les

fonds en se basant sur la part du Produit Intérieur Brut (PIB) de chaque pays.

Les allocations des recettes en utilisant la composante développement sont fixées à 15 pourcent du total du revenu des accises et attribuées selon l'inverse du PIB par habitant de chaque pays.

En vertu de l'arrangement actuel, l'Afrique du Sud est le gardien du CRP et tous les droits de douane et d'accises collectés dans la zone douanière commune sont versés dans le Trésor national de l'Afrique du Sud. Puis, les recettes sont partagées parmi les Etats membres selon la formule de partage des recettes telle que décrite dans l'accord.

La revue de l'Accord de partage des recettes de la SACU est un événement qui pourrait donner des leçons importantes pour une future Union Douanière de la SADC. □



Vers une Intégration Continentale Approfondie

LE 26^{ÈME} Sommet de l'Union Africaine a été tenu vers fin janvier à Addis-Abeba, en Ethiopie pour développer un programme de développement pour le continent. Voici certaines questions qui ont été discutées et convenues lors de ce Sommet.

L'Année Africaine pour la Protection des Droits de l'Homme avec un Accent particulier sur les Droits des Femmes

LE SOMMET de l'Union Africaine a déclaré 2016 comme l'Année Africaine pour la Protection des Droits de l'Homme avec un Accent particulier sur les Droits des Femmes.

L'accent spécifique sur les droits des femmes vise à se baser sur le thème de 2015 à savoir "L'Autonomisation et le Développement des Femmes vers l'Agenda 2063", et ainsi signifie la cohérence et l'urgence avec lesquelles l'Union Africaine s'efforce de réaliser les aspirations de ses différents programmes, projets et activités continentaux tels que son plan de développement de 50 ans – Agenda 2063.

L'Agenda 2063 est une stratégie continentale qui vise à optimiser l'utilisation des ressources africaines pour le bien de tous les Africains.

Le Sommet a dit qu'il faut continuer à placer le peuple et leurs droits humains fondamentaux au centre de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et lutter contre les maux de l'extrémisme violent, de la violence sexiste et sexuelle, et de la souffrance et de la misère qui sont les résultats des guerres et des conflits.

Le Continent s'est engagé pour éliminer les obstacles qui limitent la pleine participation des femmes et des filles dans tous les domaines de la société. □

L'Afrique veut se retirer de la CIP

L'AFRIQUE A adopté une proposition de développer une feuille de route pour le retrait des pays du Statut de Rome, qui établit la Court Pénale Internationale (CPI), à cause du refus par la Communauté Internationale de prendre en considération une revue des fonctions et des opérations de la Court.

Les leaders ont exprimé leur préoccupation à la manière dont la CPI s'est comportée par rapport aux pays africains. La plupart des affaires qui ont été enquêtées par la CPI depuis son établissement en 2002 sont en Afrique.

Certaines enquêtes menées par la CPI ont été en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en République Démocratique du Congo, au Kenya, en Lybie, au Mali, au Soudan et en Ouganda.

Cela a entraîné des allégations contre la CPI qui est accusée d'appliquer le principe de deux poids, deux mesures et que la Court ferme les yeux devant les allégations de crimes de guerre et de génocide commises par l'Occident.

On a formulé plusieurs demandes à la Court de traduire en justice l'ancien Premier Ministre de la Grande Bretagne Tony Blair et l'ancien Président des Etats-Unis George W. Bush pour les allégations de crimes de guerre en Iraq. □



Le Zimbabwe passe la présidence de l'UA au Tchad; le Rwanda va accueillir le prochain Sommet

APRÈS AVOIR dirigé le programme d'intégration africain avec succès au cours de l'année précédente, la SADC a passé le témoin à l'Afrique Centrale.

L'ancien Président de la SADC, le Président Robert Mugabe du Zimbabwe, a passé la présidence de l'UA au Président Idris Deby du Tchad lors du 26ème Sommet de l'UA.

Le nouveau Président a félicité le Président Mugabe pour son esprit panafricaniste et son engagement pour faire avancer le programme de développement de l'Afrique au cours de son mandat en tant que Président de l'UA.

Voici le nouveau bureau de l'UA qui vient d'être élu: Président (Tchad); Premier vice-Président (Benin); Deuxième vice-Président (Rwanda); Troisième vice-Président (Lybie); et Quatrième vice-Président et Rapporteur (Zimbabwe).

Le prochain Sommet de l'UA sera tenu au Rwanda en juin/juillet. Le Sommet de l'UA se tient deux fois par an, avec le premier en janvier/ février au siège de l'UA à Addis-Abeba (Ethiopie) alors que le deuxième est accueilli par un autre Etat membre. □

Les Réformes du Conseil de Sécurité des Nations Unies – l’Afrique demande l’action

par Kizito Sikuka

LA POSITION de l’Afrique sur la gouvernance mondiale et le système politique est claire – “il faut reformer le Conseil de Sécurité des Nations unies”.

Cette position commune a été réitérée lors du 26ème Sommet de l’Union Africaine à Addis-Abeba (Ethiopie), lorsque le continent a dit que le Conseil de Sécurité des Nations Unies est si dépassé et si déconnecté de la réalité.

Par exemple, le Conseil, qui est chargé du devoir primordial de maintenir la paix et la sécurité à l’échelle mondiale, continue à être dominé par une minorité des pays puissants au détriment de la majorité.

Parmi les cinq membres qui ont le droit veto, aucun d’entre eux n’est africain. Cependant, le continent fournit le plus grand nombre des membres de l’ONU.

Les cinq membres permanents sont la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, avec trois d’entre eux (la France, la Russie et le Royaume-Uni) provenant d’Europe.

Ces membres permanents ont le droit de veto, ce qui veut dire que le Conseil ne peut mettre en œuvre aucune décision si l’un des cinq membres s’y oppose.

En plus, le Conseil est composé de 10 autres membres non permanents élus pour un mandat de deux ans par l’Assemblée Générale des Nations Unies. Cependant, ces membres n’ont pas le pouvoir de veto.

Un pays qui est membre des Nations Unies mais qui n’est pas membre du Conseil de Sécurité peut y participer ou y être invité, cependant sans le droit de vote dans ses discussions lorsque le Conseil considère que les intérêts du pays sont affectés. Les conditions de participation par un tel membre sont établies par le Conseil.

L’Afrique et d’autres Régions en voie de développement voudraient que cet arrangement et cette structure où certains pays sont “plus importants que les autres” soient réformés.

En outre, avec le changement du pouvoir mondial au cours de dernières décennies où l’Afrique, par exemple, est maintenant le continent émergent le plus prometteur et la Chine est la plus grande économie, les réformes du Conseil sont primordiales pour s’assurer que le corps soit conforme avec les nouvelles réalités et les dynamiques géopolitiques émergentes.

Le Conseil est dominé par un petit nombre de pays qui ont été victorieux lors de la guerre qui a eu lieu il y a 70 ans, et ainsi prennent toutes les décisions importantes sur la paix et la sécurité dans le monde.

L’Afrique reçoit la plupart des déclarations sur la paix et la sécurité mais continue à être marginalisée en matière d’influence sur de telles décisions.

Le Président sortant de l’UA, le Président Robert Mugabe du Zimbabwe a dit qu’il est temps que tous les pays du monde soient placés sur un pied d’égalité contrairement à la situation actuelle où la majorité est dominée par un petit nombre des nations les plus puissantes.

“Pour que les Nations Unies puisse survivre, nous devons être des membres égaux des celles-ci, des membres égaux qui peuvent dire lorsque nous allons à cette organisation; que nous parlons

pleinement en tant que membres avec une voix qui est comprise, respectée et honorée,” a-t-il dit.

La position commune de l’Afrique sur les réformes du Conseil de Sécurité des Nations Unies est clairement contenue dans le Consensus Ezulwini qui a été dégagé au Swaziland en 2005 et adopté au cours de la même année lors de la Séance Extraordinaire du Conseil Exécutif de l’UA en Ethiopie.

Bien que le Consensus Ezulwini soit fondé sur l’idée de représentation régionale contrairement au système actuel des Nations Unies qui se concentre sur la représentation des pays sur base de leur mérite individuelle, l’adoption d’un tel consensus par l’Afrique est néanmoins une mesure audacieuse dans la bonne direction.

Un siège permanent pour l’Afrique au Conseil de Sécurité des Nations Unies permettrait au continent d’avoir une voix dans tous les organes de prise de décisions de l’ONU, préparant le terrain pour la reconstruction des affaires mondiales.

Le consensus nécessite l’expansion de la taille du Conseil de 15 à 26 membres, avec une représentation juste pour l’Afrique.

“L’objectif de l’Afrique est d’être pleinement représentée dans tous les organes de l’ONU, notamment dans le Conseil de Sécurité, qui est l’organe principal de prise de décision de l’ONU en matière des questions relatives à la paix et à la sécurité à l’échelle mondiale,” un extrait du Consensus Ezulwini.

“La pleine représentation de l’Afrique au Conseil de Sécurité signifie pas moins de deux sièges permanents avec tous les prérogatives et privilèges des membres permanents y compris le droit de veto, et cinq sièges non permanents.”

Concernant la sélection des représentants permanents de l’Afrique au Conseil, le Consensus dit clairement que “la question des critères pour la sélection des membres africains au Conseil de Sécurité devrait être déterminée par l’UA, en prenant en considération l’aspect représentatif et les capacités de ceux qui sont choisis.”

S’agissant des cinq sièges non-permanents, le Consensus d’Ezulwini stipule que ces derniers vont tourner entre les pays africains, un siège pour chacun des cinq régions à savoir le Nord, l’Est, l’Ouest, le Centre et le Sud.

Alors que l’amendement de la Charte de l’ONU pour donner effet aux réformes du Conseil de Sécurité exige une majorité de deux tiers sur un total de 193 membres de l’ONU, certains des cinq membres permanents, notamment, la France, le Royaume Uni et les Etats-Unis se sont ouvertement opposé à cela puisqu’ils veulent que le statu quo demeure inchangé.

Toutefois, tout comme pour la lutte pour l’indépendance, l’action vers les réformes du Conseil de Sécurité des Nations Unies ne sera pas facile.

Comme cela a été bien dit par le Président Mugabe lors du Sommet de l’UA, “nous allons nous battre pour notre propre identité, pour notre propre intégrité et personnalité en tant qu’Africains.” *sardc.net* □

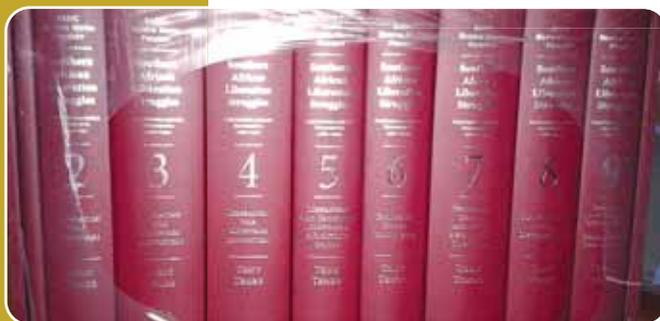
L’ONU est composée des 193 Etats membres provenant de l’Afrique (53), de l’Asie Pacifique (53), du Groupe de l’Europe de l’Est (23), du Groupe Europe Occidentale et d’autres (28), du Groupe Amérique latine et les Caraïbes (33). Les deux autres membres restant – l’Etat de Palestine et le Saint-siège --- sont des Etats observateurs. L’ONU a été formée en 1945 lorsque la plupart de l’Afrique n’était pas représentée, et lorsque les premières réformes ont été apportées en 1963, l’Afrique était représentée mais n’occupait pas particulièrement une position forte puisque la plupart des pays venaient de prendre leur indépendance. Ce continent est maintenant convaincu qu’il est temps que l’Afrique influence les réformes proposées de l’ONU et reconstruise les affaires mondiales. □

LA SADC présente à l'Afrique un Ouvrage

LA SADC a présenté son livre d'histoire en neuf tomes portant sur la lutte de libération en Afrique australe aux dirigeants qui ont participé au Sommet de l'Union africaine tenu fin janvier en Ethiopie.

La présentation du mémoire historique de la lutte de libération au sein de la SADC vise à veiller à ce de telles informations soient accessibles à tous les citoyens du continent.

La publication comprend neuf tomes qui documentent l'histoire du processus de libération en Afrique australe qui visait à mettre fin au pouvoir colonial et à l'apartheid dans la région.



La publication présente les événements et les histoires de l'Angola, du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, du Swaziland, de la République-unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

En plus de ces pays, la recherche couvre également les contributions des pays et des organisations en dehors de la région de la SADC qui ont joué un rôle en aidant les mouvements de libération en Afrique australe.

Le livre sur l'histoire de la SADC a été officiellement lancé au 34ème Sommet de la SADC tenu à Victoria Falls (Zimbabwe) en août 2014.

L'ouvrage témoigne de l'engagement, du dévouement et du sacrifice de tous ceux qui se sont battus pour la liberté qui règne aujourd'hui au sein de l'Afrique australe.

Le défunt Brigadier-général (Retraité) Hashim Mbita, qui a mobilisé le processus de recherche et qui était son patron, était le Secrétaire Exécutif du Comité de Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) de 1972 jusqu'à sa fin en 1994 avec sa mission bien accomplie. sadc.int □

Nyerere – Un symbole de liberté en Afrique

JULIUS NYERERE "a porté le flambeau qui a libéré l'Afrique," en fournissant une vision et un leadership au Comité de Libération Continental et en portant le fardeau d'héberger les combattants de libération dans son pays, leur fournissant une formation, du soutien logistique, diplomatique et militaire.

Dans son allocution lors du lancement national du livre *Julius Nyerere, Asante Sana, Thank You Mwalimu*, tenu fin janvier au Zimbabwe, le Président sortant de l'Union Africaine et l'ancien Président de la SADC, le Président Robert Mugabe du Zimbabwe, a dit

que le Continent ne serait pas le même sans la vision et le dévouement de Nyerere.

Le livre a été présenté aux dirigeants lors du Sommet de l'Union Africaine quelques jours après le lancement national au Zimbabwe.

"Alors que son pays a obtenu l'indépendance à travers la tenue des élections et non pas par une lutte armée, il était prêt à soutenir une lutte armée lorsque le colonialisme a arrêté le mouvement indépendantiste à la frontière sud de la Tanzanie, le fleuve Rovuma," a dit le Président Mugabe dans son avant-propos de l'ouvrage.

"Un fervent partisan à l'unité du peuple et du Continent africain, lui (Nyerere) a d'abord unifié son propre pays à travers l'union de Tanganyika et de Zanzibar comme la République-unie de Tanzanie. Et puis il a pris l'engagement de soutenir la libération du sous-continent, tout en sachant que son nouveau pays, la Tanzanie, ne pourrait jamais jouir de l'indépendance politique jusqu'à ce que le reste de l'Afrique soit libérée du colonialisme et de l'apartheid."

A un moment donné, tous les mouvements de libération de l'Afrique australe avaient leurs sièges à Dar es Salaam, qui était la capitale de la République-unie de Tanzanie à l'époque.



sur l'histoire de la libération

Dans les jours grisants de 1960 jusque dans les années 1980 plus clames, la Tanzanie était le Carrefour de l'Afrique. Presque toutes les personnes importantes visitaient Dar es Salaam au cours de ces années-là pour rencontrer Nyerere et les dirigeants des mouvements de libération de l'Afrique australe.

Dans son célèbre discours en octobre en 1959 au Conseil Législatif, deux ans avant l'indépendance de son pays, Nyerere a pris un engagement au nom de son peuple, qui n'avait pas encore réclamé son propre pays.

Il a parlé d'une bougie allumée au sommet de Kilimanjaro "dont la lumière brillerait au-delà de nos frontières ainsi donnant l'espoir là où il y avait désespoir, l'amour là où il y avait la haine et la dignité là où il n'y avait que l'humiliation."

Cela fut son engagement que la Tanganyika indépendante soutiendrait pleinement la libération des pays africains du colonialisme et de l'apartheid, et il a tenu sa promesse.

Aujourd'hui, tous les pays du continent, à l'exception du Saharaoui, sont maintenant pleinement indépendants.

Toutefois, à l'époque en 1959, lorsque Nyerere s'est engagé pour la libération du sous-continent et l'unité africaine, seulement neuf pays étaient indépendants – l'Éthiopie, l'Égypte, le Ghana, la Guinée, le Libéria, la Lybie, le Maroc, le Soudan et la Tunisie.

À l'échelle continentale, Nyerere a joué un rôle déterminant dans la formation du Mouvement panafricain pour la Liberté de l'Afrique de l'Est et Centrale (PAFMECA), l'un des précurseurs de l'Organisation de l'Unité Africaine, qui s'est transformée en Union africaine.

Nyerere a été l'un des premiers dirigeants africains qui ont activement établi la coopération avec la nouvelle République Populaire de Chine.

Lors du lancement de l'ouvrage, le Président Mugabe a dit que le Zimbabwe et le reste du continent africain ont énormément bénéficié des premières connections que Nyerere a eu avec la Chine, en disant que "les liens que Nyerere a eu avec la Chine sont devenus des liens du Zimbabwe avec la Chine," et plus tard avec le reste du continent africain.

Un exemple classique des relations sino-africaines a été réalisé lorsque la Chine a donné son aide dans la construction du chemin de fer qui relie la Tanzanie à la Zambie, connu sous le nom de TAZARA, un processus qui est bien illustré dans le livre.

Ce qui est frappant par rapport à cette relation est que la Chine était plus pauvre que la plupart des pays africains à l'époque. Depuis lors, les relations sino-africaines n'ont cessé d'accroître, atteignant le niveau actuel de commerce et d'investissements sur le continent africain, notamment dans le domaine des infrastructures.

Les relations sino-africaines ont atteint de nouveaux sommets en décembre 2015 lors du

Sommet du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) tenu à Johannesburg (Afrique du Sud), qui est un Etat membre du groupe BRICS des économies émergentes dont les membres sont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Lors du Sommet, la Chine et l'Afrique ont pris des mesures courageuses pour renforcer les avantages, y compris un nouveau Fond Chinois s'élevant à US\$60 milliards pour appuyer le développement sur le continent africain.

Le Président Mugabe, au cours de son mandat en tant que Président de la SADC et de l'UA, a exhorté le Continent de faire plus pour honorer les Pères Fondateurs qui ont lutté pour l'indépendance de leurs pays et de la Région, à l'instar du Dr Kenneth Kaunda de la Zambie, de Sir Seretse Khama du Botswana et de Julius Nyerere, le premier Président de la Tanzanie et l'un des pères fondateurs de la SADC et de l'OUA.

La SADC a salué la contribution faite par Nyerere lorsque ce dernier a été honoré comme le premier lauréat de la Médaille Sir Seretse Khama de la SADC (Sir Seretse Khama SADC Medal), qui lui a été présenté lors du Sommet de la SADC en Angola en 1986.

Nyerere a été honoré l'année dernière par l'Union Africaine, en donnant son nom au siège du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine en cours de construction à Addis-Abeba en Éthiopie.

Le Président Mugabe a dit lors du lancement que l'ouvrage est "digne d'un grand homme d'Etat, d'un libérateur et d'un Panafricaniste par excellence."

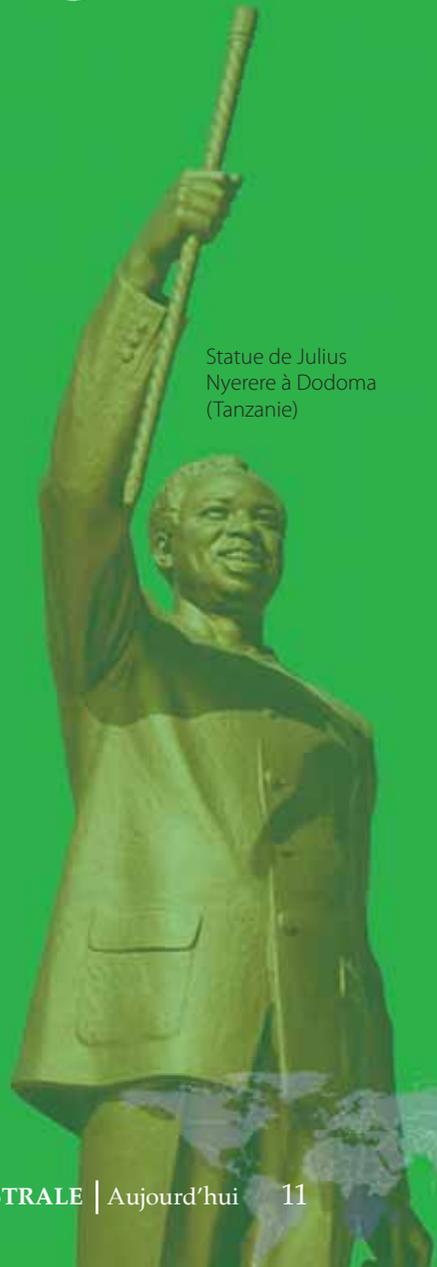
L'ouvrage qui a été publié conjointement par le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (Southern African Research and Documentation Centre); House of Books; African Publishing Group; et la National Gallery of Zimbabwe; ainsi que Mkuki na Nyota publishers en Tanzanie, est une compilation des photographes et des discours historiques, avec Nyerere comme auteur principal à travers ses discours documentés.

Le lancement national de l'ouvrage *Julius Nyerere, Asante Sana, Thank You Mwalimu*, a eu lieu à la Résidence Présidentielle à Harare le 27 janvier, et y ont participé des Ministres et d'autres Hauts Fonctionnaires, y compris l'Ambassadeur de la Tanzanie au Zimbabwe, M. Charles Makakala et d'autres Ambassadeurs de la SADC, la communauté diplomatique, des universitaires, des chercheurs, des écrivains et les medias.

Cela a été à la suite du lancement régional couronné de succès de l'ouvrage lors du 35ème Sommet de la SADC tenu à Gaborone (Botswana) en août 2015, lorsque l'ouvrage a été partagé avec les dirigeants de la SADC. sardc.net □



Statue de Julius Nyerere à Dodoma (Tanzanie)





Le Royaume du Lesotho: Un Test pour la Diplomatie de la SADC

Une longue histoire d'instabilité politique du Lesotho

par Phyllis Johnson

LE ROYAUME du Lesotho, entièrement entouré par l'Afrique du Sud, a une longue histoire d'instabilité politique qui date de l'indépendance en octobre 1966.

Certains défis auxquels le Lesotho fait face émanent du fait que ce pays est complètement entouré par et économiquement dépendant de son voisin, l'Afrique du Sud, et les hostilités après l'indépendance étaient attribuables au et soutenues par le régime d'apartheid, notamment dans les années 1980, dans le cadre de son programme de déstabilisation régional visant à maintenir la dépendance des pays voisins.

Le Lesotho abritait des membres de l'African National Congress (ANC) et avait une présence académique régionale active à l'Institut largement respecté d'Etudes africaines à l'Université Nationale du Lesotho.

Le Roi Moshoeshoe, le père du Roi Letsie, était un farouche opposant de l'apartheid, et ce dernier a été le premier à décrire les mesures restrictives de l'Afrique du Sud comme "des sanctions contre l'Afrique Australe".

La position de lutte contre l'apartheid du Lesotho aux Nations Unies et à l'Organisation de l'Unité Africaine (devenue l'Union Africaine) en 1975 a augmenté les tensions avec l'Afrique du Sud. Ces tensions ont accrue lorsque le Lesotho a refusé de reconnaître la proclamation de l'indépendance du Transkei par l'Afrique du Sud en 1976.

Les relations se sont dégradées davantage entre 1982 et 1983 à l'occasion des raids armés sud africains sur l'ANC au Lesotho.

Les divisions politiques, économiques et militaires soutenues par l'apartheid demeurent un héritage au Lesotho plus de 20 ans après la tenue des élections démocratiques en Afrique du Sud en 1994, comme c'est aussi le cas

dans certains pays voisins tels que le Mozambique.

Le Roi Moshoeshoe II a été deux fois contraint à l'exil en Europe pendant des courtes périodes, en 1970 et encore en 1990. Il y a eu des coups d'Etat militaires au Lesotho en 1986 et en 1991, provoquant une impasse militaire en 1998 et l'instabilité qui a duré jusqu'à présent.

Le Roi Moshoeshoe II est revenu au pouvoir en 1994 et il est mort dans un accident de automobile au Lesotho en 1996. Son fils, le Prince héritier Letsie a été choisi par le collège des chefs de le succéder.

Les premières élections multipartites après 23 ans ont été tenues en 1993 et remportées par le Basotho Congress Party (BCP). L'opposition Basotho National Party a rejeté les résultats.

Les unités de l'armée se sont confrontées en janvier 1994. Mais, à ce moment-là la transition avait déjà commencé en Afrique du Sud de l'apartheid avec les élections démocratiques prévues vers fin avril. Juste avant les élections sud africaines, les troupes rebelles au Lesotho ont assassiné Selometsi Baholo, le vice-premier Ministre et Ministre des Finances qui avait été enlevé avec quatre autres ministres.

Cela, associé avec les problèmes constitutionnels non résolus concernant les pouvoirs du Roi et les tensions avec le gouvernement élu, ainsi que la grève de trois semaines par les policiers et les gardiens des prisons, a rendu le pays ingouvernable. Le Gouvernement a demandé de l'aide de la part de la Région.

Le Botswana, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont établi un groupe de travail régional pour examiner ces troubles. L'initiative a été historique et a pu maîtriser la crise, aboutissant à une trêve. Toutefois, il y avait des cas persistant d'indiscipline au sein de l'armée.

Les tensions entre les deux pays voisins ont commencé à dégeler après 1994, puisqu'il est entièrement

entouré de l'Afrique du Sud, Pretoria continue à jouer un rôle significatif dans les domaines économique et politique de Maseru.

L'approvisionnement en eau pour la province industrielle de Gauteng en Afrique du Sud est alimenté par le Lesotho à travers le Projet des infrastructures hydrauliques dans les hauts plateaux du Lesotho (Lesotho Highlands Water Project), donc, le Lesotho a une relation stratégique et symbolique avec son plus grand voisin.

Le leader du BCP, Ntsu Mokhehle, a formé un parti politique en 1997, le Basotho Congress Party (LCD), prenant avec lui 40 des 64 députés du BCP, obtenant une majorité parlementaire et détenant le pouvoir.

Les partis de l'opposition ont jugé l'action inconstitutionnelle, mais le gouvernement est resté au pouvoir. Au début de 1998, Mokhehle est parti à la retraite et Phakalisa Mosisili a pris la relève en tant que dirigeant du LCD.

Il y a eu des tensions autour de deuxièmes élections générales depuis le retour du gouvernement civil, tenues en mai 1998, et le Premier Ministre a encore fait appel à la SADC pour assistance. Une commission a été établie, dirigée par un juge sud africain, pour auditer les élections mais les résultats n'ont pas été conclusifs.

Un groupe de travail militaire conjoint provenant de l'Afrique du Sud et du Botswana est arrivé au Lesotho le 22 septembre 1998 pour restaurer l'ordre mais ce dernier s'est heurté à une résistance inattendue. Dans le cadre d'un accord de paix au début du mois d'octobre 1998, le gouvernement a accepté de tenir des nouvelles élections en 2000, mais la réconciliation et la paix n'ont pas duré.

L'insatisfaction post-électorale a émergé après les élections en 2007 lorsque l'opposition a refusé

d'accepter les résultats, plongeant le pays dans une autre crise. Cela a entraîné la mise sur pied d'une équipe de négociations comprenant les Leaders des églises au Lesotho et les facilitateurs de la SADC par les dirigeants de l'Afrique australe pour adresser la situation.

Les tensions au sein du parti au cours de cette période avaient provoqué la division du LCD avec Mosisili démissionnant du parti et prenant avec lui plusieurs hauts fonctionnaires pour former le Congrès Démocratique (Democratic Congress).

Un accord de paix a été conclu sous l'égide de la SADC en avril 2011 après plus de deux ans de négociations visant à trouver une solution aux problèmes politiques au sein du pays.

Le Lesotho utilise actuellement un système électoral de représentation proportionnelle mixte qui est très complexe, conçu pour être inclusif et pour faciliter la conclusion des accords.

Les élections tenues en mai 2012 ont été remportées par Mosisili avec une légère majorité des circonscriptions contestées mais il n'a pas pu obtenir assez de votes pour former un gouvernement.

Thomas Thabane qui a servi dans le Gouvernement du LCD de Mosisili de 1998 jusqu'en 2006, avant de former le All Basotho Convention (ABC), a donc formé une alliance avec d'autres partis et après plus de cinq ans dans l'opposition, Thabane a été nommé Premier Ministre.

Thabane a servi jusqu'en mars 2015, après avoir organisé des élections surprises en février qui ont été remportées par le parti DC dirigé par son prédécesseur, Mosisili, qui a pu former un gouvernement de coalition puisqu'aucun parti n'avait obtenu une majorité absolue.

Les deux leaders ont changé le commandant de l'armée chaque fois lorsqu'ils sont montés au pouvoir. □



Vers une paix et une stabilité durables dans le Royaume dans le ciel

par Kizito Sikuka

LA SADC s'est engagé pour trouver une solution durable à la situation politique dans le Royaume du Lesotho qui a été affecté par des querelles de pouvoir depuis longtemps au Parlement et au sein de l'Armée du Lesotho qui menacent la paix et sécurité dans le pays.

Le Président de l'Organe de Coopération en matière de Paix, de Défense et de Sécurité de la SADC, le Président Filipe Nyusi du Mozambique a exprimé la décision de la Région d'assister le Lesotho à surmonter ses défis et à réaliser une paix et une sécurité durables.

La stabilité au Lesotho demeure depuis longtemps un domaine de préoccupation pour la SADC, avec le dernier cas plongeant le pays dans encore une autre crise après l'assassinat de l'ancien Chef d'Etat-major de l'armée, le Général Maaparankwe Mahao en juin l'année dernière.

Mahao a été tué par balle par des militaires qui étaient venus l'arrêter, soi-disant pour complicité dans le complot de mutinerie contre le gouvernement du Premier Ministre Pakalitha Mosisili.

L'incident s'est produit après que Mosisili ait encore remplacé Mahao en tant que Chef d'armée par le Lieutenant-Général Tlali Kamoli. Mahao avait été nommé Chef d'Etat-major de l'armée en 2014 par le Premier Ministre de l'époque, Thomas Thabane, avant d'être révoqué par Mosisili, qui avait gagné les élections surprises de février 2015.

L'actuel Chef d'Etat-major de l'armée, Kamoli, a été révoqué par Thabane en 2014 et plus tard renommé par Mosisili.

Le gouvernement de coalition de trois partis qui a émergé des élections de 2012, sous la direction de Thabane, devait apporter la stabilité au pays mais tout de suite après, ce dernier a fait face à de nombreux défis, entraînant la dernière crise politique au lendemain d'une tentative de coup d'Etat par l'armée du Lesotho le 30 août 2014.

Certaines allégations ont été lancées accusant les militaires d'avoir saisi des armes dans plusieurs commissariats de police et d'avoir entouré la résidence de



Son Excellence Filip Nyusi
le Président du Mozambique

Thabane à Maseru. L'armée a nié son implication dans le coup d'état, en disant qu'elle avait désarmé la police dans la Capitale après avoir obtenu des renseignements selon lesquels certains policiers seraient en train de se préparer pour fournir des armes aux participants dans une manifestation.

Il y avait très peu de preuve d'un conflit à Maseru après cet incident, mais les policiers ne portaient plus l'uniforme et portaient des tenues civiles.

Lors d'une réunion entre l'Organe de Coopération en matière de Politique, Défense et Sécurité et le Gouvernement de coalition le 1er septembre 2014 à Pretoria (Afrique du Sud), la SADC a convenu d'envoyer un facilitateur au Lesotho pour aller travailler avec le Gouvernement de coalition pour mettre en œuvre la feuille de route.

La réunion a réitéré l'engagement de toutes les parties à la Déclaration de Windhoek de juillet 2014 dans laquelle ces dernières ont convenu de travailler ensemble pour restaurer la stabilité politique, la stabilité, la paix et la sécurité et l'ordre public dans le pays.

La crise politique a commencé lorsque Thabane, faisant face à une motion de défiance, avait suspendu le parlement en juin et révoqué le Commandant des Forces Armées du Lesotho Kennedy Tladi Kamoli, le remplaçant par Maaparankwe Mahao. Son vice Premier Ministre dans le gouvernement de coalition, Mothetjoa Metsing du LCD, a refusé de respecter le changement de leadership dans l'armée.

Thabane s'est exilé en Afrique du Sud, et il est rentré plus tard sous la garde de la police sud africaine et namibienne. La médiation de la



Son Excellence Pakalitha Mosisili
le Premier Ministre du Lesotho

SADC sous la direction du vice-Président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, a entraîné la tenue des élections anticipées. Le Roi du Lesotho Letsie III a annoncé le 28 février 2015 comme la date pour la tenue des élections qui ont été remportées par Mosisili à travers un gouvernement de coalition. Il a remplacé le commandant de l'armée Mahao par Kamoli.

Le Président Nyusi, en tant que Président de l'Organe de Coopération en matière de Politique, Défense et Sécurité de la SADC, a informé une réunion consultative régionale convoquée en marge du Sommet de l'Union Africaine tenu en Ethiopie fin janvier 2016 que le Lesotho est prêt à coopérer avec la SADC pour ramener la stabilité au pays.

La première étape a été réalisée le 8 février lorsque le Lesotho a respecté la décision de la SADC de présenter le rapport d'une Commission d'Enquête qui a été établie par la Région pour enquêter l'assassinat de Mahao, ainsi rendant les conclusions publiques.

Le Lesotho avait auparavant refusé de le faire en lançant une contestation judiciaire contre le rapport préparé par la Commission nommée par la SADC sous la direction du juge Mphaphi Phumaphi du Botswana.

Cependant, le Sommet de la Double Troïka de la SADC qui s'est réuni à Gaborone (Botswana) le 18 janvier a soutenu la décision et a lancé un ultimatum pour que le Lesotho présente le rapport au parlement ou sinon, risquer la suspension du groupe régional de 15 membres.

Le Premier Ministre Mosisili a présenté le rapport de la Commission d'Enquête de la SADC

portant sur les événements qui ont provoqué le décès de Mahao lors de la réouverture du parlement en février. Toutefois, il a dit que les recommandations du rapport ne sont pas considérées comme reliant son gouvernement.

Alors que le rapport a finalement été rendu public, plusieurs questions demeurent.

L'une des recommandations par la Commission est que Kamoli soit relevé de ses fonctions.

Les autres recommandations incluent les réformes constitutionnelles, du secteur public et de la sécurité.

Le gouvernement actuel au Lesotho estime que le rapport est biaisé, alléguant que la commission a fondé ses conclusions sur le témoignage de Thabane et celui des autres hommes politiques de l'opposition en exil en Afrique du Sud.

La position par le Lesotho de refuser de respecter les recommandations de la commission de la SADC pourrait être un test pour la diplomatie de la SADC.

Le Sommet de la Double Troïka de la SADC a chargé le Royaume du Lesotho de préparer une feuille de route pour la mise en œuvre des réformes constitutionnelles, du secteur public et de la sécurité, et de soumettre un rapport des progrès au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement prévu en août au Swaziland.

Le Ministre des Affaires Etrangères, Tlohang Sekhamane, a informé le Président Nyusi fin février des progrès réalisés jusqu'à présent.

"Nous sommes venus remercier le Président Nyusi en sa capacité de Président de l'Organe de Coopération en matière de Politique, Défense et Sécurité, et de lui présenter une mise à jour sur ce qui se passe au Lesotho," a-t-il dit, ajoutant que "nous sommes également venus lui dire ce que nous faisons au Lesotho, en conformité avec les recommandations du rapport de la commission d'enquête sur le Lesotho, et lui montrer la route pour la mise en œuvre du rapport."

"Le Lesotho a été l'un des pays problématiques au sein de la SADC, et nous travaillons d'arrache-pied pour enlever le Lesotho de cette liste." □

L'Afrique Australe améliore l'ouverture du visa

L'AFRIQUE AUSTRALE est classée comme la troisième sous-région la plus ouverte sur le Continent africain qui permet au nombre le plus élevé de la population mondiale d'entrer dans ses pays sans aucune restriction de visa.

Le rapport de 2015 de l'Organisation Mondiale du Tourisme des Nations Unies (OMT) sur l'Ouverture du Visa qui a été publié au début du mois de février montre que 29 pourcent des visiteurs qui se rendent dans la sous-région n'ont pas besoin de visa.

Toutefois, 71 pourcent de la population mondiale a besoin de visa pour visiter les pays en Afrique Australe.

Le rapport indique que les destinations de l'Afrique australe ont également facilité le voyage pour les citoyens provenant de l'Europe du Nord

et Occidentale. Les citoyens de ces deux régions n'ont pas besoin de visa lorsqu'ils visitent la plupart des pays de l'Afrique australe.

La région de la SADC a pris des mesures pour la promotion du tourisme à travers l'introduction d'un UNIVISA qui faciliterait l'entrée sans heurt pour les visiteurs régionaux et internationaux, notamment au sein des Aires de Conservation Transfrontalières.

Il y a eu de nombreux obstacles qui ont bloqué les progrès de l'UNIVISA puisque le Protocole de la SADC sur le développement du tourisme, a été signé en 1998.

Cependant, le Zimbabwe et la Zambie ont officiellement lancé le Visa Kavango-Zambèze en novembre 2014, marquant la première face d'un processus à quatre étapes. *Southern Times* □

Maurice, une partie critique des Routes Maritimes de la Soie

LA CHINE considère Maurice comme un joueur clé dans la nouvelle politique des Routes Maritimes de la Soie du 21^{ème} siècle grâce à l'emplacement stratégique du pays dans l'Océan Indien.

Le Ministre des Affaires Etrangères de la Chine, Wang Yi, a dit cela lors d'une visite de

courtoisie au Premier Ministre de Maurice, Sir Anerood Jugnauth, au début du mois de février.

Les deux gouvernements ont exprimé leur engagement vers le renforcement des relations, et considèrent Maurice comme une Porte d'entrée importante vers l'Afrique et à travers la Méditerranée.

Le Président de la Chine Xi Jinping a annoncé en mars 2015 que la vision de l'avenir de la Chine a été présentée dans un cadre politique intitulé "Visions et Actions sur le Renforcement Conjoint de la Ceinture Economique des Routes Maritimes de la Soie et de la Route Maritime de la Soie du 21^{ème} siècle."

Collectivement connus sous le nom de "Ceinture et Route", ce dernier est une politique de développement avec une vision globale du développement économique, politique et sécuritaire pour sensibiliser et agir ensemble pour édifier un nouvel ordre mondial qui est axé sur le développement, avec la prospérité mutuelle comme son objectif et centrée sur la sécurité humaine.

L'initiative établira de nouvelles routes liant l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Il a deux parties – une nouvelle Ceinture Economique de la Route de la Soie" reliant la Chine à l'Europe traversant l'Asie Centrale; et la "Route Maritime de la Soie" qui relie les ports chinois avec la côte africaine et traversant le Suez vers l'Europe.

La vision de la Chine pour la Ceinture Economique de la

Route de la Soie par une voie terrestre, et la Route Maritime de la Soie par la mer a le potentiel de changer la situation politique et économique mondiale à travers le développement rapide des infrastructures et des corridors de transport des pays qui se trouvent le long de ces routes et l'accent est mis sur "conjoint". □

Maurice doit introduire un programme de développement des PME

MAURICE VA introduire un programme pour le développement de petites entreprises dans la cadre d'un programme visant à promouvoir la participation de ces dernières dans l'économie.

Dans le cadre de ce programme, les Petites et Moyennes Entreprises éligibles vont recevoir un Certificat de Développement pour les PME. Les détenteurs d'un tel certificat seraient éligibles pour les incitations et les facilités telles que les vacances fiscales sur le revenu pendant les huit ans d'opération et d'autres allègements fiscaux.

Le programme prévoit également une subvention spéciale pour la formation, les services de conseil, la gestion financière, l'étude de faisabilité et l'assistance technique. La subvention sera 10 pourcent de la valeur du projet, allant jusqu'à un maximum de US\$4,213. *Services d'Information du Gouvernement Mauricien* □

Le Zimbabwe va lutter contre les flux financiers illicites

LE ZIMBABWE a mis en place des mesures prudentielles strictes de lutte contre des flux financiers illicites, puisqu'on a constaté que presque US\$2 milliards a été sorti du pays en 2015 par des individus et des sociétés aggravant la situation de liquidité.

Les nouvelles mesures annoncées par le Gouverneur de la Banque Centrale dans sa déclaration de la politique monétaire en janvier incluent l'utilisation des cartes bancaires, la notification des transactions suspectes, et la suppression du concept de fonds libres.

Un client qui veut retirer \$10,000 devrait maintenant donner à la banque un préavis raisonnable d'au moins une journée.

Le Gouverneur, John Mangudya, a dit que US\$864 millions ont été externalisés en 2015 par des individus sous la désignation de fonds libres qui ont été utilisés pour différentes fins qui incluent la remise des dons à soi-même, des investissements à l'étranger et l'externalisation du

revenu provenant de la vente des exportations par les entreprises à travers des comptes des individus entraînant l'évasion fiscale et l'externalisation omniprésentes.

Au total US\$1,2 milliards ont été externalisés par des sociétés en forme de revenu provenant des exportations, des honoraires de la haute direction et des experts.

On estime que l'Afrique a perdu plus de US\$1,8 trillions aux flux financiers illicites entre 1970 et 2008, et continue de perdre des ressources d'une valeur estimée à US\$150 milliards annuellement à travers le flux financier illicites ou "la fuite illicite des capitaux", principalement à travers l'évasion fiscale et la falsification des prix des marchandises par les sociétés multinationales, selon une étude récente commanditée par l'Union Africaine.

Cela signifie que les ressources allouées pour le développement de l'Afrique sont utilisées ailleurs pour améliorer les économies dans d'autres pays européens, asiatiques et américains. □

Février - Avril 2016



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI Vol. 18 No 2 FÉVRIER 2016

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danai Majaha, Shirley Pisirai, Anisha Madanhi, Ntombikamama Moyo, Nyarai Kamplipili, Allan Chiduzo

ONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDOM

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2016

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
P1 portstrategy.com, macauhub.com.mo, mainstreamrp.com, myclimate.org;
P2 wordpress.com, herald.co.zw, oneacrefund.org, SARDC; P4 E Laisi;
P5 wordpress.com, L Munjoma, environtechonline.com; P6 William Malecela, Zambia Tourism, sevensnaturalwonders.org, K Sikuka SARDC, Zambia Reports, wordpress.com;
P7 afdb.org, wordpress.com; P8 SARDC, au.int, news.xinhuanet.com;
P10 K Sikuka SARDC, SARDC, sadc.int; P11 sadc.int, herald.co.zw, up.ac.za;
P12 lesothocrafts.com; P13 K Sikuka SARDC, wordpress.com;
P16 www.bom.mu, www.indiandiasporaclub.com

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sadc.net
www.sadc.net
Connaissance pour le Développement

 sadc.net  [@sadc.net](https://twitter.com/sadcnet)





Février11,
Afrique du Sud**La Conférence SOLTRAIN**

La conférence va examiner les résultats de l'Initiative de Formation et de Démonstration solaire thermique de l'Afrique Australe (Southern African Solar Thermal Training and Demonstration Initiative) (SOLTRAIN), une initiative régionale sur le renforcement des capacités et la démonstration des chauffe-eau solaires au sein de la région de la SADC. Le projet est mis en œuvre au Lesotho, au Mozambique, en Namibie, en Afrique du Sud et au Zimbabwe, avec l'appui de l'Agence australienne pour le Développement.

15-16,
Zimbabwe**Réunion des partenaires ZAMCOM**

L'objectif de la réunion est d'établir un Comité de Coordination des Parties Prenantes du Bassin pour la Commission du Fleuve Zambèze ainsi que pour examiner les domaines de coopération avec les partenaires.

16-17,
Afrique du Sud**La Conférence sur l'Énergie en Afrique 2016**

La conférence va réunir des experts internationaux et continentaux pour partager des idées et des solutions par rapport aux défis énergétiques en Afrique tout en explorant de manière simultanée les grandes opportunités en matière de développement de l'énergie qui existent sur le continent.

18-19,
Zimbabwe**Honorer Mwalimu Julius Nyerere**

Le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe va organiser plusieurs événements à Harare pour honorer l'héritage de son Patron fondateur, l'ancien Président des États de ligne de front et le Président fondateur de la République-unie de Tanzanie, Julius Nyerere. Ces derniers incluent une conférence publique intitulée "Mwalimu Nyerere: Son Concept et Héritage Panafricains", et la désignation des locaux de la SARDC comme Julius K. Nyerere House. L'ancien Président Benjamin Mkapa est l'invité d'honneur aux deux événements.

25, Botswana

La Réunion du Conseil des Ministres de la ZAMCOM

La troisième réunion du Conseil des Ministres de la Commission du Fleuve Zambèze doit examiner les progrès réalisés dans les différentes activités qui sont mises en œuvre par le Secrétariat de ZAMCOM basé au Zimbabwe. Les Ministres devraient examiner et approuver le plan de travail et le budget de ZAMCOM pour 2016/17. La réunion du Conseil sera précédée par celle du Comité Technique du Zambèze le 23 février.

Mars

9, Botswana

Groupe Thématique de la SADC sur l'Énergie

Le Groupe Thématique sur l'Énergie est une réunion de coordination des partenaires de coopération, des experts, de la SADC et des ses organisations subsidiaires dont l'objectif est de voir comment assister la Région à surmonter ses défis énergétiques.

14-15,
Botswana**Le Conseil des Ministres de la SADC**

Le Conseil des Ministres de la SADC est chargé de superviser et de suivre les fonctions et le développement de la SADC et de veiller à ce que les politiques soient mises en œuvre de manière appropriée. Les Ministres doivent examiner la mise en œuvre des priorités énoncées dans le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional Révisé 2015-2020 ainsi que la finalisation du Plan d'Action pour l'Industrialisation.

31, Tanzanie

Le Pool Énergétique de l'Afrique Australe

Y participeront à la 40^{ème} réunion du Conseil Exécutif du SAPP les présidents directeurs généraux et directeurs généraux des 12 services publiques membres qui vont examiner les progrès réalisés par rapport aux objectifs visant l'intégration de la production énergétique et les réseaux de distribution régionaux, et examiner la situation actuelle dans le secteur de l'électricité au sein de la Région.

27 Mars-
1er Avril, Ethiopie**Conférence des Ministres de l'Économie et des Finances de l'UA**

Le thème de la conférence est "Exploitation des Synergies entre l'Agenda africain et le Programme de Développement Mondial" et ce dernier est fondé sur les recommandations découlant des décisions prises par le Sommet de l'Union Africaine sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de son Agenda 2063, y compris les projets phares.

Avril

11, Ghana

12^{ème} Plateforme du Partenariat PDDAA

Sera tenue sous le thème "Financement de l'Agriculture africaine et Soutien de la Mise en œuvre pour une Croissance et Transformation Agricole Accrues", la plateforme va examiner des stratégies de développement socioéconomiques africaines pour relancer la croissance agricole et l'engagement national pour mettre l'agriculture comme priorité des programmes de développement nationaux et attirer plus d'investissement et de financement pour l'agriculture.

25 ans



25 ans Depuis que la SADC a approuvé l'exercice de restructuration

MARS 2016 marque 25 ans depuis que la SADC a approuvé la restructuration des structures de l'organisation afin d'améliorer sa capacité de mobiliser des ressources ainsi que d'améliorer sa performance opérationnelle.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont réunis lors du Sommet Extraordinaire de la SADC tenu à Windhoek (Namibie) en mars 2001 pour approuver une restructuration radicale des institutions de la SADC afin de "faire face aux défis régionaux et mondiaux".

Des consultations ministérielles lors de la réunion précédente avaient proposé la restructuration et la centralisation des fonctions de la SADC, de 21 secteurs basés dans 14 pays en quatre secteurs thématiques principaux qui seraient abrités au siège de la SADC à Gaborone (Botswana).

Le 21 secteurs traitaient toute une gamme de questions de développement concernant entre autres, la santé, la protection de l'environnement, l'exploitation des mines, le commerce, le tourisme et l'investissement.

La proposition a été adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement avec très peu de changement, mettant la SADC dans un projet de rationalisation rapide du Secrétariat en quatre directions à savoir:

- Commerce, Industrie, Finances et Investissement (TIFI);
- Infrastructures et Services (I&S);
- Alimentation, Agriculture et Ressources Naturelles (FANR); et
- Développement Social et Humain et des Programmes Sociaux.

Les changements devaient être mis en œuvre au cours de deux ans à venir, à commencer avec la Direction TIFI qui a été établie en août 2001, et la Direction FANR vers la fin de la même année. Les deux autres Directions devaient être fonctionnelles vers la fin de 2002.

Le Président de la SADC à l'époque, le père fondateur de la Namibie, l'ancien Président Sam Nujoma, a dit que l'exercice de restructuration serait testé par rapport aux résultats en termes d'une "Unité accrue, une intégration économique accrue et significative ainsi que la compétitivité dans le marché mondial."

"Ces dernières seront utilisées comme critères pour mesurer les réussites et les échecs," a-t-il dit dans son allocution au Sommet extraordinaire.

Le Sommet a également convenu de créer le Département de Planification Stratégique, du Genre et de Développement et d'Harmonisation Politique pour renforcer le Secrétariat dans l'exécution de ces fonctions et pour agir comme une cellule de réflexion pour le développement communautaire, l'intégration et le développement régionaux.

Les changements prioritaires ont inclus les réunions plus fréquentes des organismes contrôleurs, la formalisation d'un système de contrôle de la troïka aux niveaux de Chefs d'Etat, du Conseil des Ministres et des Hauts Fonctionnaires, et l'extension de la structure pour intégrer l'Organe de Coopération en matière de Politique, Défense et Sécurité au sein de la SADC.

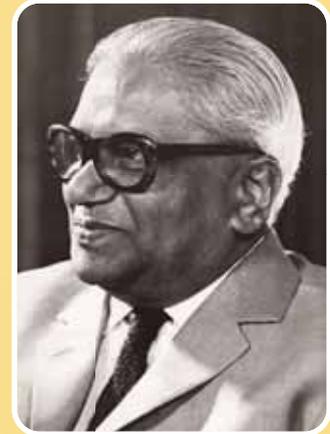
Mars – mois spécial pour Maurice

LE MOIS de mars occupe une place importante dans l'histoire de Maurice puisqu'il contient des dates spéciales importantes pour l'Etat insulaire de l'Océan Indien.

La première date importante est le 24 mars 1968 lorsque Maurice est devenu un Etat indépendant, avec Elizabeth II comme Reine de Maurice, représentée comme Chef d'Etat par le Gouverneur-général. En décembre 1991, la Constitution a été amendée et Maurice est devenu une République au sein du Commonwealth.

Maurice est devenu une République le 12 mars 1992, avec le dernier Gouverneur-général, Sir Veerasamy Ringadoo, comme président intérimaire.

La personne qui est créditée d'avoir dirigé le mouvement pour l'indépendance est Sir Seewoosagur Ramgoolam, qui a servi comme le premier Ministre principal et Premier Ministre de Maurice. En tant que leader du Parti Travailleuse (Labour Party), Ramgoolam s'est battu pour les droits des travailleurs et a dirigé Maurice vers l'indépendance en 1968. En tant que premier Premier-Ministre, il a joué un rôle crucial dans le développement de la culture politique et la politique étrangère de Maurice moderne.



Sir Seewoosagur Ramgoolam

JOURS FÉRIÉS AU SEIN DE LA SADC

Février –Avril 2016

1 Février	La Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Maurice
3 Février	Thaiphoosam Cavadee	Maurice
3 Février	La Journée des Héros	Mozambique
4 Février	La Journée Nationale la Lutte Armée	Angola
9 Février	Carnaval	Angola
3 Mars	La Journée des Martyrs	Malawi
7 Mars	MahaShivaratree	Maurice
8 Mars	La Journée des Femmes	Angola, Zambie
11 Mars	La Journée de Moshoeshoe	Lesotho
12 Mars	La Fête Nationale	Maurice
	La Journée de la Jeunesse	Zambie
21 Mars	Le Jour de l'Indépendance	Namibie
	La Journée des Droits de l'Homme	Afrique du Sud
25 Mars	Vendredi Saint	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzania, Zambie, Zimbabwe
26 Mars	Samedi Saint	Malawi, Seychelles, Zambie
28 Mars	Le Lundi de Pâques	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzania, Zambie, Zimbabwe
29 Mars	La Journée des Martyrs	Madagascar
4 Avril	La Journée de la Paix et de la Réconciliation	Angola
7 Avril	La Journée Sheikh Abeid Karume	Tanzanie
	La Journée des Femmes	Mozambique
8 Avril	Ougadi	Maurice
18 Avril	La Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 Avril	L'Anniversaire du Roi	Swaziland
25 Avril	Le Jour du Drapeau National	Swaziland
26 Avril	La Journée de l'Union	Tanzanie
27 Avril	La Journée de la Liberté	Afrique du Sud